

Bruxelles, le 5 février 2018

Avis 2018/01

Rendu à la demande du Ministre des Indépendants

Article 110, §1 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses

Alternative à l'envoi recommandé

Le Comité prend connaissance du projet de loi qui autorise l'utilisation d'un moyen de correspondance autre que l'envoi recommandé dans certaines situations déterminées, à condition toutefois que la date d'envoi soit certaine et qu'on puisse s'assurer de la réception de l'envoi. Le Comité signale que ce que le législateur entend en pratique par 'moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de l'envoi' n'est pas clair. Il demande que cela soit suffisamment spécifié dans l'exposé des motifs. Par ailleurs, il constate que la mesure ne simplifie pas la pratique administrative, mais la modernise. Le Comité s'engage à analyser, dans le courant de l'année 2018, les procédures et les différents flux d'informations qui existent entre les caisses et les travailleurs indépendants afin de vérifier si certaines améliorations sont possibles. Pour finir, le Comité énonce une série de modifications d'ordre légistique du projet de loi et note que l'exposé des motifs ne contient aucune explication sur le fond de l'article 47.

Le titre VII du projet de loi portant dispositions diverses en matière de réutilisation des informations du secteur public et de simplification administrative est soumis à l'avis du Comité. Il met en place une alternative à l'envoi recommandé dans plusieurs cas.

1 Proposition

Le projet de loi soumis à l'avis du Comité prévoit d'ajouter une alternative à l'envoi recommandé dans de nombreuses situations. De cette façon, l'expéditeur pourra non seulement faire parvenir son courrier par envoi recommandé, mais également par un autre moyen à condition que la date d'envoi soit certaine et qu'on puisse s'assurer de la réception de cet envoi.

Les situations visées comprennent entre autres :

- l'interruption de la prescription dans le cadre du recouvrement des cotisations de régularisation ;
- l'interruption de l'action en répétition des cotisations provisoires considérées indues suite à la régularisation ;
- l'envoi de l'avis d'amende administrative par l'INASTI ;
- la demande d'agrément des caisses d'assurances sociales ;

- l'envoi de la mise en demeure visant à obliger la société à s'affilier au statut social ;
- l'interruption de la prescription dans le cadre du recouvrement la cotisation annuelle à charge des sociétés ;
- l'interruption de l'action en répétition de la cotisation annuelle à charge des sociétés payée indûment ;
- l'envoi de la mise en demeure dans le cadre des sanctions qui peuvent être imposées aux caisses lorsqu'elles ne donnent pas suite ou de suite suffisante aux remarques formulées par le Ministre, la DG Indépendants ou l'INASTI.

Par ailleurs, le projet de loi modifie la procédure de demande de certificat à introduire auprès de la caisse d'assurances sociales en cas de cession, en propriété ou en usufruit, d'un ensemble de biens, composés entre autres d'éléments qui permettent de retenir la clientèle, affectés à l'exercice d'une profession libérale, charge ou office, ou d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole. Cette demande ne devra plus se faire en double exemplaire. En outre, le certificat ne devra plus être établi sur base du modèle arrêté par le Ministre des classes moyennes, mais pourra l'être sur base du modèle transmis par note aux caisses d'assurances sociales.

2 Avis du Comité

Le Comité prend connaissance du projet de loi qui lui est soumis pour avis.

Il signale que l'interprétation concrète de la notion "moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de l'envoi" pourrait porter à discussions. Le Comité demande donc que soit spécifié, dans l'exposé des motifs, ce que le législateur entend en pratique par 'moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de l'envoi'. En cas d'interprétation large du concept, on pourrait considérer par exemple que même un e-mail muni de l'accusé de réception ordinaire remplit les conditions légales.

Par ailleurs, il constate que la mesure modernise la pratique administrative – notamment à la lumière de la digitalisation croissante - sans pour autant lui apporter de modifications substantielles. La mesure n'entraîne donc pas de simplification des procédures administratives en tant que telle. Le Comité s'engage à analyser, dans le courant de l'année 2018, les procédures et les différents flux d'informations qui existent entre les caisses et les travailleurs indépendants afin de vérifier si certaines améliorations sont possibles.

Pour finir, le Comité énonce une série de modifications d'ordre légistique en annexe. Il souligne notamment que les articles 51 et 52 du projet de texte devraient être supprimés. En effet, ils modifient les articles 32 et 32bis de l'AR n° 38, qui sont des dispositions transitoires qui ne sont plus applicables. Le Comité note également que l'exposé des motifs ne contient aucune explication sur le fond de l'article 47.

Au nom du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, le 5 février 2018 :

**Veerle DE MAESSCHALCK,
Secrétaire**

**Jan STEVERLYNCK,
Président**

Annexe.

<p>3 TITEL VII – ZELFSTANDIGEN</p>	<p>4 TITRE VII. –TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</p>
<p><i>Wijziging van koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen</i></p>	<p><i>Modification de l'Arrêté Royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut des indépendants</i></p>
<p>Art. 46. Artikel 16, § 2, 2° en 3° werden gewijzigd als volgt: “2° met een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending waarbij het organisme dat belast is met de invordering, de door de betrokkene verschuldigde bijdragen of administratieve goldboeten verdert 3° met een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst verleent aan de zending, door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen verzonden in het kader van de in artikel 21, § 2, 1°, aan dat Instituut toevertrouwde opdracht en waarbij de betrokkene aangemaand wordt aan te sluiten bij een sociaal verzekeringsfonds. —Deze zending stuit in voorkomend geval eveneens de verjaring van de vordering van de bijdragen of van de administratieve goldboeten die verschuldigd zijn door de in artikel 7bis bedoelde meewerkende echtgenote”. § 3, derde lid, 2° en 3° worden eveneens gewijzigd als volgt: “2° met een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending, gericht aan het organisme dat de bijdragen heeft goënd waarbij hij de terugbetaling van de ten onrechte betaalde bijdragen verdert.</p>	<p>Art 46. L'article 16 §2, 2° et 3°, sont modifiés de la manière suivante : « 2° par un envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi, de l'organisme chargé du recouvrement et réclamant les cotisations ou les amendes administratives dont l'intéressé est redevable. 3° par un envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de l'envoi, envoyée par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants dans le cadre de la mission qui lui est dévolue par l'article 21, § 2, 1°, et mettant l'intéressé en demeure de s'affilier à une caisse d'assurances sociales. —Ledit envoi interrompt également, le cas échéant, la prescription du recouvrement des cotisations ou des amendes administratives dues par le conjoint aidant de l'intéressé, visé à l'article 7bis.» Le § 3 alinéa 3, 2° et 3° sont également modifiés de la manière suivante : « 2° par un envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de l'envoi, adressé par l'intéressé à l'organisme qui a perçu les cotisations et réclamant le remboursement des cotisations payées indûment. —3° par un envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et</p>

~~3° met een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst verleent aan de zending, gericht aan het organisme dat de administratieve geldboeten heeft goind en waarbij hij de terugbetaling van de ten onrechte betaalde administratieve geldboete vordert.~~

In artikel 16 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, laatst gewijzigd bij de programmawet van 1 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in paragraaf 2, vierde lid, 2°, worden de woorden "een aangetekende brief" vervangen door de woorden "een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending" ;
- b) in paragraaf 2, vierde lid, 3°, worden de woorden "een aangetekende brief" vervangen door de woorden "een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending"
- c) in paragraaf 2, vijfde lid, worden de woorden "Deze aangetekende brief" vervangen door de woorden "Deze zending" ;
- d) in paragraaf 3, derde lid, 2°, worden de woorden "een aangetekende brief" vervangen door de woorden "een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending" ;
- e) in paragraaf 3, derde lid, 3°, worden de woorden "een aangetekende brief" vervangen door de woorden "een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van

~~l'assurance de la réception de l'envoi, adressé par l'intéressé à l'organisme qui a perçu l'amende administrative et réclamant le remboursement de l'amende administrative payée indûment».~~

Dans l'article 16 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 1er juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le paragraphe 2, alinéa 4, 2°, les mots « une lettre recommandée » sont remplacés par les mots « un envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi » ;
- b) dans le paragraphe 2, alinéa 4, 3°, les mots « une lettre recommandée envoyée » sont remplacés par les mots « un envoi recommandé, ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi, envoyé » ;
- c) dans le paragraphe 2, alinéa 5, les mots « Ladite lettre recommandée » sont remplacés par les mots « Ledit envoi » ;
- d) dans le paragraphe 3, alinéa 3, 2°, les mots « une lettre recommandée adressée » sont remplacés par les mots « un envoi recommandé, ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi, adressé » ;
- e) dans le paragraphe 3, alinéa 3, 3°, les mots « une lettre recommandée

<p>de zending".</p>	<p>adressée » sont remplacés par les mots « un envoi recommandé, ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi, adressé ».</p>
<p>Art. 47. In artikel 16ter worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p> <p>1° "De uitreiking van dit certificaat is afhankelijk van een door de overdrager ingediende aanvraag bij de inninginstelling van de bijdragen, waarvan het model ter beschikking wordt gesteld door de sociale verzekeringskassen"</p> <p>2° paragraaf 5 wordt geschrapt.</p> <p>In artikel 16ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :</p> <p>1° paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen als volgt : "De uitreiking van dit certificaat is afhankelijk van een door de overdrager ingediende aanvraag bij de inningsinstelling van de bijdragen, waarvan het model ter beschikking wordt gesteld door het sociaal verzekeringsfonds";</p> <p>2° paragraaf 5 wordt opgeheven¹.</p>	<p>A l'article 16 ter, les modifications suivantes sont apportées :</p> <p>1° « La délivrance de ce certificat est subordonnée à une demande introduite par le cédant auprès de l'organisme percepteur des cotisations, dont le modèle est mis à disposition par la caisse d'assurances sociales »</p> <p>2° le paragraphe 5 est abrogé.</p> <p>Dans l'article 16ter du même arrêté, inséré par la loi du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :</p> <p>1° le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé comme suit : « La délivrance de ce certificat est subordonnée à une demande introduite par le cédant auprès de l'organisme percepteur des cotisations, dont le modèle est mis à disposition par la caisse d'assurances sociales » ;</p> <p>2° le paragraphe 5 est abrogé².</p>
<p>Art. 48. In artikel 17ter worden de woorden "bij een ter post aangetekend schrijven" geschrapt en vervangen door "bij aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p> <p>In artikel 17ter, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de programmawet van</p>	<p>Art 48.A l'article 17 ter les mots « sous pli recommandé à la poste » sont supprimés et remplacés par « par envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p> <p>Dans l'article 17ter, alinéa 3, du même arrêté, inséré par la loi-programme du 23</p>

¹ Het ministerieel besluit van 13/1/06 wordt vervangen door een nota aan de fondsen waarin de modeltoepassing en het modelcertificaat worden vastgesteld (zodat de verkrijger van een onroerend goed niet hoofdelijk aansprakelijk is voor de schulden van de vervreemder).

² L'arrêté ministériel du 13/1/06 sera remplacé par une note aux CAS qui établit modèle de demande et certificat. (pour que le cessionnaire d'un immeuble ne soit pas solidairement responsable des dettes du cédant).

<p>23 december 2009, worden de woorden "bij een ter post aangetekend schrijven" vervangen door " bij een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p>	<p>décembre 2009, les mots « sous pli recommandé à la poste » sont remplacés par les mots « par envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p>
<p>Art. 49. In artikel 20, § 2ter, d), 2° worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" geschrapt en vervangen door "bij aangetekend zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p> <p>In artikel 20, § 2ter, derde lid van hetzelfde besluit worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door "bij een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p>	<p>Art 49. A l'article 20 §2 ter, d), 2° les mots « par lettre recommandée à la poste » sont supprimés et remplacés par « envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p> <p>Dans l'article 20, § 2ter, alinéa 3 du même arrêté, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p>
<p>Art. 50. In artikel 23ter, § 9, eerste lid worden de woorden "bij ter post aangetekende brief" geschrapt en vervangen door "bij aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p> <p>In artikel 23ter, § 9, eerste lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden "bij ter post aangetekende brief" vervangen door de woorden "bij een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p>	<p>Art 50. A l'article 23 ter §9, alinéa 1, les mots « lettre recommandée à la poste » sont supprimés et remplacés par « envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p> <p>Dans l'article 23ter, § 9, alinéa 1er du même arrêté, inséré par la loi du 27 décembre 2006, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p>
<p>Art. 51. In artikel 32, § 1, 1°, b) worden de woorden "bij een ter post aangetekend schrijven" geschrapt en vervangen door "bij aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p>	<p>Art 51. A l'article 32 §1, 1° b les mots « lettre recommandée à la poste » sont supprimés et remplacés par « envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p>
<p>Art. 52. In artikel 32bis, § 2 worden de woorden worden de woorden "bij een ter post aangetekend schrijven" geschrapt en vervangen door "bij aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending".</p>	<p>Art 52. A l'article 32 bis §2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont supprimés et remplacés par « envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi ».</p>

<p><i>Hoofdstuk II – Wijziging van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen</i></p>	<p><i>Chapitre II- Modification de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses</i></p>
<p>Art. 531. In artikel 95, § 3, tweede lid, 2° van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, worden de woorden “een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “een aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending”.</p>	<p>Art. 531. Dans l'article 95, § 3, alinéa 2, 2° de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, les mots « un lettre recommandée à la poste adressée », sont remplacés par les mots « un envoi recommandé adressé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi adressé ».</p>
<p><i>Hoofdstuk III – Wijziging van de wet van 13 juli 2005 betreffende de invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van bepaalde instellingen</i></p>	<p><i>Chapitre III- Modification de la loi du 13 juillet 2005 instaurant une cotisation annuelle à charge de certains organismes</i></p>
<p>Art. 542. In artikel 3, § 4 van de wet van 13 juli 2005 betreffende de invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van bepaalde instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in de eerste zin worden de woorden “bij een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij aangetekende zending of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending”; 2° in de tweede zin worden de woorden “over de post” geschrapt.</p>	<p>Art. 542. Dans l'article 3, § 4 de la loi du 13 juillet 2005 instaurant une cotisation annuelle à charge de certains organismes, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans la première phrase, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi » ; 2° dans la deuxième phrase, les mots « par la poste » sont abrogés.</p>
<p>Art. 553. In artikel 9, § 3, tweede lid, 2° van dezelfde wet worden de woorden “met een ter post aangetekende brief of een deurwaardersaanmaning” vervangen door de woorden “met een aangetekende zending, bij een deurwaardersaanmaning of via elk ander middel dat een vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending”.</p>	<p>Art. 553. Dans l'article 9, § 3, alinéa 2, 2°, de la même loi, les mots « lettre recommandée à la poste ou sommation d'huissier, par laquelle » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, par sommation d'huissier ou tout autre moyen conférant une date certaine et l'assurance de la réception de cet envoi, par lequel ».</p>
<p>Art. 564. In artikel 9, § 4, tweede lid, 2° van dezelfde wet worden de woorden “met een ter post aangetekende brief die door de instelling gericht wordt aan het Rijksinstituut dat de bijdrage heeft geïnd” vervangen door de woorden “met een aangetekende zending of via elk ander middel dat een</p>	<p>Art. 564. Dans l'article 9, § 4, alinéa 2, 2° de la même loi, les mots « lettre recommandée à la poste adressée par l'organisme à l'Institut national qui a perçu la cotisation, et par laquelle » sont remplacés par les mots « envoi recommandé ou tout autre moyen conférant une date certaine et</p>

<i>vaste datum en een verzekerde ontvangst waarborgt van de zending die door de instelling gericht wordt aan het Rijksinstituut dat de bijdrage heeft geïnd".</i>	<i>l'assurance de la réception de cet envoi adressé par l'organisme à l'Institut national qui a perçu la cotisation, et par lequel ».</i>
---	---

